

## **« La formation à la recherche au Brésil et la concurrence mondialisée des agences de coopération scientifique »**

**Leticia Bicalho Canêdo et Afrânio Raul Garcia Jr.**

La création des universités au Brésil s'est faite tardivement, l'université de São Paulo (USP) voyant le jour en 1934 et l'UDF à Rio de Janeiro en 1935, l'embryon de l'Université du Brésil, créée par Vargas après le coup d'Etat de 1937. Conçues à partir d'une initiative publique comme un espace fortement centralisé, leur installation a fait appel à des missions scientifiques européennes, en particulier pour mettre sur pied la Faculté de Philosophie, Sciences et Lettres, destinée à jouer le rôle central dans le nouveau système, à côté des Facultés de Droit, de Médecine et de l'Ecole Polytechnique, implantées déjà au XIX<sup>e</sup> siècle. Les paradigmes européens d'organisation des études supérieures, notamment les modèles français, allemand et italien, étaient alors considérés comme les plus avancés sur le plan mondial. La croissance des effectifs d'étudiants et d'enseignants fut rapide, mais juste après la Seconde Guerre, nombreuses furent critiques à la « sclérose du système », s'appuyant désormais sur le modèle nord – américain, crédité d'être le plus adapté à provoquer les avancées scientifiques. L'université de Brasilia fut créée en 1962 à la suite de la mobilisation de l'ensemble du personnel universitaire, y compris les plus reconnus scientifiquement. Elle fut la première à prendre pour modèle certaines caractéristiques du paradigme nord-américain, notamment l'organisation des savoirs par instituts et départements, solidement appuyés sur un « cycle d'études de base » et le remplacement de l'année universitaire par le « système de crédits », éliminant les anciennes facultés et les chaires à vie. Occupée par des troupes militaires en octobre 1965, après un autre coup d'Etat, provoquant la démission de 223 enseignants, l'université de Brasilia fait figure de « construction interrompue » (R. Salmeron, 1998).

L'adoption définitive du modèle nord – américain, avec la prise de distance du format des institutions européennes, n'a été légitimée par la haute administration de l'Etat militaire qu'à la fin des années 60. L'implantation des doctorats a ouvert la voie à l'organisation de la recherche assurant une meilleure productivité scientifique. Pour comprendre cette véritable mutation, il faut prendre en compte aussi l'existence d'un système d'agences publiques de

soutien et de financement à la recherche, mis en place depuis les années 50, permettant la mobilité internationale accrue de savants et de doctorants brésiliens. Le Conseil National de Développement Scientifique et Technologique (CNPq, créé en 1951), la Coordination pour l'Amélioration de l'Enseignement Supérieur (CAPES, créée en 1951), l'Agence de Financement des Etudes et des Projets (FINEP, créée en 1967) et les fondations auprès des Etats fédérés de soutien à la recherche (FAPs), dont la plus performante est celle de São Paulo ( FAPESP, inaugurée en 1962), ont toujours joué un rôle de premier plan, voire décisif, au long du processus de consolidation des carrières d'enseignants – chercheurs, dans les universités et centres de recherche modernes. La nouvelle division du travail intellectuel instaurée par l'existence du troisième cycle a supposé la mobilisation de ressources matérielles sans précédent, l'intensification de la mobilité internationale des étudiants et des chercheurs et la refonte complète des modes de fonctionnement des institutions d'enseignement supérieur dans une conjoncture politiquement trouble.

La CAPES, organisme du Ministère de l'Education Nationale, ne cesse de souligner que les études de master et de doctorat constituent une des « réalisations des plus réussies du système éducatif du pays ». Les statistiques fournies par cette agence donnent la portée de cette affirmation. Sur une période d'environ trente années, le nombre de formations doctorales a été multiplié par un coefficient supérieur à 5, le nombre d'étudiants formés par un coefficient supérieur à 13 et le nombre d'enseignants a plus que doublé en 18 ans. (cf tableau 1).

**Tableau 1**  
**Nombre d'enseignants et d'étudiants inscrits**

| Année | Enseignants | Inscriptions |          |
|-------|-------------|--------------|----------|
|       |             | Master       | Doctorat |
| 1987  | 13.349      | 29.281       | 7.914    |
| 1989  | 15.374      | 31.451       | 8.441    |
| 1990  | 16.323      | 32.472       | 9.671    |
| 1991  | 17.542      | 37.789       | 11.210   |
| 1992  | 17.726      | 37.865       | 12.219   |
| 1993  | 18.405      | 38.459       | 13.689   |
| 1994  | 19.044      | 39.509       | 15.625   |
| 1995  | 20.243      | 43.612       | 17.912   |
| 1996  | 21.247      | 46.152       | 20.095   |
| 1997  | 23.644      | 45.622       | 22.198   |
| 1998  | 25.354      | 47.788       | 24.528   |
| 1999  | 24.412      | 50.816       | 26.828   |
| 2000  | 28.026      | 57.044       | 29.998   |
| 2001  | 27.528      | 61.614       | 33.004   |
| 2002  | 27.766      | 65.309       | 35.134   |
| 2003  | 30.014      | 68.340       | 37.728   |
| 2004  | 32.354      | 72.001       | 40.213   |

Source : CAPES/Mec

Les publications et citations scientifiques mesurées au niveau international (tableau 2) révèlent que l'édition des résultats de la recherche a été multipliée par un coefficient supérieur à cinq entre 1981 et 2003 et les citations dans la littérature internationale ont plus que doublé pendant la même période. Rien de surprenant si le Brésil est devenu depuis les années 1980 le pôle intellectuel de référence de toute l'Amérique Latine.

Tableau 2

**Evolution des citations et de l'impact des publications brésiliennes -1981-2003**

| <b>Année</b> | <b>Citations</b> | <b>Publications</b> |
|--------------|------------------|---------------------|
| 1981         | 17.963           | 1.901               |
| 1982         | 16.572           | 2.193               |
| 1983         | 21.785           | 2.218               |
| 1984         | 20.938           | 2.284               |
| 1985         | 20.415           | 2.322               |
| 1986         | 23.549           | 2.496               |
| 1987         | 20.650           | 2.538               |
| 1988         | 26.072           | 2.782               |
| 1989         | 27.021           | 3.096               |
| 1990         | 30.375           | 3.566               |
| 1991         | 30.375           | 3.890               |
| 1992         | 36.276           | 4.591               |
| 1993         | 41.933           | 4.427               |
| 1994         | 43.556           | 4.811               |
| 1995         | 45.110           | 5.445               |
| 1996         | 52.955           | 5.957               |
| 1997         | 49.197           | 6.665               |
| 1998         | 47.980           | 7.983               |
| 1999         | 52.357           | 9.021               |
| 2000         | 48.222           | 9.608               |
| 2001         | 42.062           | 10.622              |
| 2002         |                  | 11.372              |
| 2003         |                  | 12.596              |

Source: Institute for Scientific Information – ISI

Pour comprendre les chiffres présentés ci – dessus nous devons revenir sur le processus d’implantation des formations doctorales et leur impact sur l’évolution du système d’enseignement supérieur au Brésil ; nous devons également nous pencher sur le rôle des agences de coopération internationale, à l’exemple de l’action de la USAID et de la Fondation Ford depuis les années 60. Nous verrons que les modes de fonctionnement du troisième cycle sont tributaires de la politique scientifique des pays centraux pour conserver ou accroître leur sphère d’influence, de l’action des fondations privées et des agences nationales de soutien à la recherche. Une certaine modalité de la construction du système national des études de post – grade au Brésil constitue l’autre face de l’expansion de l’espace transnational de la recherche ; tous ces processus n’ignorent pas d’âpres batailles matérielles et cognitives entre les « grandes puissances ». L’avis des experts internationaux dans l’évaluation de l’enseignement supérieur a joué un rôle très important pour l’institutionnalisation des formations doctorales ; ce qui nous amène à exploiter les caractéristiques intellectuelles et les activités de ces experts. L’analyse menée par Sandrine Garcia (2008) sur le rôle des experts, à l’occasion de l’implantation du système LMD pour la constitution de « l’espace européen de l’enseignement supérieur » dans les années 90, peut servir de contrepoint pour voir comment certaines réformes récentes en Europe ont été imposées en Amérique Latine aux années 60, y compris la nomenclature des études universitaires (licence, master, doctorat), les modes d’évaluation des enseignants – chercheurs , et le souci constant de mettre en rapport les études supérieures et les évolutions probables du marché du travail. Par ailleurs son étude invite à distinguer l’avis de l’expert dans une conjoncture problématique, comme détenteur d’un savoir spécialisé, du professionnel universitaire qui aide à prendre certaines décisions et devient par la suite le partenaire de référence pour les modifications ultérieures du système d’enseignement.

Tableau 3  
**Travaux publiés dans des périodiques à circulation internationale**  
 Comparaison Brésil, Amérique Latine, Monde – 1981-2003

| <b>Année</b> | <b>Brasil A</b> | <b>América Latina B</b> | <b>Monde C</b> | <b>A /B en %</b> | <b>A/C en %</b> |
|--------------|-----------------|-------------------------|----------------|------------------|-----------------|
| 1981         | 1.923           | 5.789                   | 454.021        | 33,2             | 0 ,42           |
| 1982         | 2.220           | 6.353                   | 466.671        | 34,9             | 0 ,48           |
| 1983         | 2.256           | 6.638                   | 475.611        | 34,1             | 0 ,47           |
| 1984         | 2.329           | 6.670                   | 475.199        | 34,9             | 0 ,49           |
| 1985         | 2.360           | 7.098                   | 508.604        | 33,2             | 0 ,46           |
| 1986         | 2.521           | 7.640                   | 528.017        | 33,1             | 0 ,48           |
| 1987         | 2.565           | 7.979                   | 524.805        | 32,1             | 0 ,49           |
| 1988         | 2.815           | 8.243                   | 545.167        | 34,2             | 0 ,52           |
| 1989         | 3.142           | 9.033                   | 565.114        | 34,8             | 0 ,56           |
| 1990         | 3.597           | 9.833                   | 579.640        | 36,6             | 0 ,62           |
| 1991         | 3.935           | 10.321                  | 594.696        | 38,1             | 0 ,66           |
| 1992         | 4.650           | 11.633                  | 631.287        | 40,0             | 0 ,74           |
| 1993         | 4.461           | 11.764                  | 623.176        | 37,9             | 0 ,72           |
| 1994         | 4.857           | 12.872                  | 658.428        | 37,7             | 0 ,74           |
| 1995         | 5.482           | 14.433                  | 688.228        | 38,0             | 0 ,80           |
| 1996         | 6.008           | 15.868                  | 698.193        | 37,9             | 0 ,86           |
| 1997         | 6.712           | 17.626                  | 703.804        | 38,1             | 0 ,95           |
| 1998         | 8.037           | 19.657                  | 729.574        | 40,9             | 1 ,10           |

|      |        |        |         |      |      |
|------|--------|--------|---------|------|------|
| 1999 | 9.052  | 21.841 | 743.229 | 41,4 | 1,22 |
| 2000 | 9.676  | 22.979 | 742.207 | 42,1 | 1,30 |
| 2001 | 10.686 | 24.877 | 759.834 | 43,0 | 1,41 |
| 2002 | 11.423 | 26.200 | 756.129 | 43,6 | 1,51 |
| 2003 | 11.423 | 26.200 | 756.129 | 43,6 | 1,51 |
| 2004 | 11.423 | 26.200 | 756.129 | 43,6 | 1,51 |

Source: Science Indicators 2003. ISI - Philadelphia, USA

### **L'institutionnalisation des doctorats au Brésil**

L'implantation des formations doctorales a constitué un chapitre majeur de la réforme universitaire approuvée en novembre 1968 par le Congrès brésilien. Ce projet consolidait des politiques éducatives promues par le régime militaire entre 1964 et 1968, comme on peut le constater dans le rapport final des fameux accords « MEC- USAID », pour la plupart prévues par l' « Alliance pour le Progrès » mise en route en pleine guerre froide. Dans ce cadre une équipe de savants, liés au « Midwest Consortium on International Activities », s'est associée à une équipe d'experts brésiliens pour faire une critique des modes de fonctionnement de l'enseignement supérieur et proposer les grandes lignes de la réforme universitaire à l'époque militaire. Par la suite, la création des masters et des doctorats s'est renforcée grâce à des moyens financiers destinés à la recherche procurés par les agences publiques brésiliennes et par les dotations de la Fondation Ford.

Les agences internationales nord-américaines, publiques et privées, ont joué un rôle primordial dans la diffusion de l'idée que l'éducation était un facteur clé de la promotion du développement économique ; les responsables des programmes de coopération internationale et les experts recrutés ont fait de cette proposition leur leitmotiv. L'évolution du système universitaire au Brésil s'est intégrée aux objectifs visés par la politique



économique des autorités militaires, comme on peut le constater par la lecture du « Plan de développement économique » pour la décennie (1967-76), rédigé par le Ministère au Plan. Par ce Plan les autorités militaires ont affirmé la place de choix accordée à l'expansion du système éducatif et à la recherche permettant l'innovation technologique, facteur d'accélération de la croissance économique durable. La croissance du PIB par tête est devenue une forme d'objectif majeur, susceptible de faire oublier toute autre priorité.

Mais les enseignants universitaires et les étudiants, mobilisés depuis les années 50 pour débattre de l'avenir du système éducatif, ont été sommairement exclus de ces délibérations et leurs mobilisations furent sévèrement réprimées. L'institutionnalisation des formations doctorales dans les différents domaines du savoir ne s'est pas réalisée sous la direction des savants les plus renommés au niveau international, mais en même temps que les militaires imposaient des lois et des politiques répressives impliquant une chasse aux sorcières. Si certains dispositifs normatifs promus à cette époque ont toujours joui d'un accueil favorable parmi la communauté savante, n'étant pas révoqués ou remplacés ultérieurement, comme bien d'autres dispositifs mis en place sous les militaires, c'est qu'ils prolongeaient l'orientation de la loi de Directives et bases de l'éducation nationale de 1961. C'est le cas du célèbre rapport n° 977/65, rédigé par un expert siégeant dans le Conseil Fédéral d'Éducation – Newton Sucupira- en réponse à une demande du Ministre de l'Éducation « sur une conceptualisation plus précise, à caractère plus opérationnel que doctrinaire, des formations de master et de doctorat ». Il fixait des normes pour les cours de post – grade, d'après lesquelles les diplômes de master et de doctorat sanctionnaient désormais la formation scientifique approfondie destinée à la recherche, tandis que les cours de post-grade « lato sensu » étaient destinés à une formation plus rapide sur un domaine précis. La « conceptualisation précise » du troisième cycle a pris pour modèle le « graduate system » nord-américain accordant une place fondamentale à la recherche. Sans doute le changement du paradigme universitaire, implanté dans les années 30, vers le modèle des PhD nord-américains, connaît à cette occasion un tournant décisif.

## **L'accueil des experts nord-américains et les controverses politiques des années 60**

L'appel à des savants et experts internationaux a fait écho à l'intensification des débats sur la réforme universitaire au Brésil à la fin des années 50, en rapport avec l'accélération de l'industrialisation du pays, la forte mobilité géographique, l'expansion significative de la haute administration fédérale et la création d'entreprises nationalisées dans les secteurs stratégiques (pétrole, production d'énergie électrique, chimie lourde, etc.). Ces questionnements prolongent les thèmes étudiés par la Commission Mixte Brésil-Etats-Unis entre 1951 et 1953, lors du deuxième gouvernement Vargas, et ont débouché sur la planification de l'éducation, l'un des secteurs prioritaires au moment de la consolidation du pays comme économie industrielle (1955-60).

Dans trois séminaires nationaux réalisés entre 1960 et 1963, les étudiants ont proposé des modalités de leur participation dans les différents conseils universitaires et la reconfiguration du lien entre l'université, la société et l'Etat. Les enseignants, à leur tour, s'intéressaient à la transformation de l'université dans un véritable centre d'enseignement fécondé par la recherche, cherchant ainsi à matérialiser l'institutionnalisation du troisième cycle et son lien à la recherche, la garantie de l'autonomie universitaire, la définition des plans de carrière permettant d'en finir avec les chaires à vie et le monopole de quelques mandarins, la création de départements et instituts en conformité avec les connaissances les plus avancées, et finalement l'implantation des conditions matérielles pour qu'enseignants et étudiants puissent se consacrer uniquement aux activités universitaires. La professionnalisation du métier universitaire constituait dès le départ un enjeu majeur, en opposition à la perception de l'enseignement comme un supplément d'âme pour des juristes ou médecins intéressés par d'autres facettes de leur vie professionnelle ( Bomeny, 1994). Toutes ces attentes furent consignées dans un document rédigé par une commission réunie en 1962 dans l'Université du Brésil, dont les principales orientations ont été reprises dans un décret – loi de 1966.

Les cadres responsables de la mise en pratique des plans du gouvernement fédéral, notamment ceux qui appartenaient à la Banque Nationale du Développement Economique (BNDE), considéraient que l'organisation du système universitaire brésilien était un obstacle à l'accélération de la croissance. Ils s'opposaient à la centralisation de l'enseignement des

sciences fondamentales (physique, mathématiques, biologie) au sein des Facultés de Philosophie, Sciences et Lettres, par trop tournées vers la formation des enseignants du secondaire. Ils critiquaient une université qui tournait le dos à l'essor de la recherche en sciences fondamentales et en technologie, qui avait du mal à accepter la logique des projets (Oliveira & Cardoso, 1979).

Le débat s'est encore élargi quand, en 1959, des consultants nord-américains recrutés par l'USAID, à travers la médiation de l'Academic Research Council, sont allés au Brésil pour mener un diagnostic sur les établissements universitaires et leurs activités. Cette évaluation devait servir de base pour fixer les orientations de l'enseignement en sciences ouvrant la porte aux innovations technologiques ; elle devait également fixer les paramètres de l'aide internationale pour les universités brésiliennes. Dirigé par Olivier Carmichael, ancien recteur de Vanderbilt University, ancien président de la fondation Carnegie et connu comme spécialiste en « philosophie de l'éducation », ce diagnostic a supposé déjà la collaboration de la Fondation Ford.

Cet avis d'expert conçoit de manière a-historique les obstacles au développement des sciences et de la technologie au Brésil, établissant un parallèle entre l'avancée culturelle des régions brésiliennes et certains pôles du développement du « middle-west » nord-américain aux années 1920 (Detroit, Kansas City, Denver). En pratique, il a fait usage de la même conception que Walter Rostow (1960) en étudiant des « étapes du développement économique » ; toute nation passerait inévitablement par les mêmes « phases » pour accéder à la modernité. Ainsi le système éducatif brésilien devait être mis au service de la croissance rapide de son économie, à l'exemple de ce qui s'était passé dans le « middle-west » des EUA. Plutôt que la visée d'une université performante, c'est le mode de concevoir l'évolution de la société nord-américaine qui cherche à s'universaliser de la sorte. Ainsi l'université perd la qualité d'espace privilégié du débat intellectuel et politique sur le destin de la nation et devient un outil de rattrapage dans une course économique mondialisée. La subordination de l'enseignement supérieur au primat de l'économie acquiert sa légitimité aux années 60, bien avant l'adoption de ce principe en Europe dans les débats qui ont précédé les accords de Bologne.

La commission nord-américaine a visité vingt et un établissements d'enseignement supérieur grâce à l'appui des hauts fonctionnaires du Ministère de l'Education Nationale intéressés par leur avis. Dans son rapport, l'historique souligne que certains établissements comme l'école militaire et polytechnique au Brésil ont précédé leurs homologues nord – américaines comme West Point ; mais cet avantage s'est renversé par le manque de coordination de l'effort collectif. De même, l'évolution de l'enseignement supérieur n'aurait pas pris la voie prometteuse des universités modernes, car les Facultés de Philosophie, Sciences et Lettres constitueraient plutôt un obstacle à l'essor des sciences étant destinées à la formation des enseignants des lycées. Elles ne seraient jamais la pépinière des centres de recherche. La critique des modes de fonctionnement des facultés de philosophie débouchait ainsi sur la disqualification de l'héritage des modèles français et italien au profit des lignées caractéristiques du monde anglo-saxon : « In this Brazil followed the continental European pattern. The original universities in Italy and France had their beginnings as faculties of theology, law or medicine or some combination of these. In the United-States, on the other hand, the pattern followed was that of Oxford and Cambridge in which the central feature was the studium general » (p.6). « So far, the faculties of philosophy have failed to demonstrate adequately the value of humanistic-social studies or to convince either faculty or students of their importance. (...). Unfortunately, the faculties of philosophy seem to be thought of chiefly as training schools for secondary school teachers. This was one of the original purposes of the faculties, but it will be unfortunate, indeed, if they do not develop such quality of instruction as to gain the confidence of the technological, scientific and professional faculties » (p.8).

De l'avis de la commission d'experts l'université brésilienne devrait se moderniser à travers la concentration des enseignements de mathématiques, de physique et d'autres sciences exactes au sein de départements plus homogènes, pouvant faire appel à des visites des savants nord – américains pendant l'été de l'hémisphère nord et à l'envoi de boursiers aux EUA pour des études doctorales ou spécialisées. En effet, le travail de la Commission s'est concentré sur les écoles d'ingénieurs, les chaires et enseignements des sciences dans les facultés de philosophie, les écoles d'agronomie et des facultés de médecine, privilégiant nettement les « hard sciences ». A une époque où la décolonisation s'accélérait en Afrique et en Asie, et la guérilla cubaine exhibait une autre voie d'évolution politique en AL, les

programmes d'aide et d'expertise scientifique visaient à garder des anciens alliés internationaux. La formation universitaire latino-américaine figurait alors parmi les objectifs prioritaires du Département d'Etat, en particulier dans le cadre de « l'Alliance pour le Progrès » créée pendant le gouvernement Kennedy en destination de l'Amérique Latine.

Ainsi nous pouvons constater dans les tableaux 4 et 5, que le nombre d'étudiants qui sont partis vers les Etats-Unis depuis 1942, quand le Brésil a acquis le statut d'allié privilégié grâce à sa participation aux efforts de guerre proposés par Roosevelt, est passé du chiffre de 130 par an (entre 1942 et 1962) à plus de 330 en 1963, doublant en 1965 après le coup d'état militaire de 1964. De même, les fonds consacrés aux donations à des fins éducatives et à l'assistance technique ont atteint des sommes sans précédent : du montant global de 800.000 dollars en 1960 on passe à des chiffres dix fois supérieurs en 1963. Il est clair que les enjeux qui expliquent ces évolutions débordent largement toute concurrence internationale à propos des modèles d'excellence des universités ou de la recherche scientifique. Le diagnostic de la Commission présidée par Olivier Carmichael a servi à éclairer l'action des organismes publics, mais aussi de la fondation Ford qui a mis en place ses programmes au Brésil à partir de 1961. Il faut remarquer que les tensions politiques au Brésil accompagnaient la montée de forces se réclamant du nationalisme ancré à gauche, dans un moment particulièrement tendu de la guerre froide. Le coup d'état militaire de 1964, appuyé par Washington, a signifié une nouvelle étape pour les débats concernant l'évolution des institutions universitaires. Ce n'est pas un effet du hasard si la coopération universitaire s'est tournée également vers les sciences humaines et sociales à cette occasion, ouvrant la voie à la diffusion des conceptions de liens économiques, sociaux et politiques ayant cours aux EUA.

C'est dans ce contexte que nous pouvons mieux comprendre l'ambivalence de la Fondation Ford, qui a légitimé son entrée dans l'espace de production des sciences sociales au Brésil par le financement de nouveaux centres de recherche – comme le CEBRAP dirigé par F.H. Cardoso – et de formations doctorales de haut niveau (Musée National pour l'anthropologie sociale, l'IUPERJ pour les sciences politiques) abritant étudiants ou chercheurs confirmés autrement condamnés à l'exil (cf. Dezalay & Garth, 2002, Canêdo, 2009 ; Garcia Jr, 2009).

Tableau 4

**Nombre de boursiers brésiliens formés aux Etats-Unis - (1942-1965)**

| Année \ Secteur     | 1942-62        | 1963 | 1964 | 1965 |
|---------------------|----------------|------|------|------|
| Ressources humaines | 777 ( 39 p/an) | 138  | 108  | 194  |
| Santé publique      | 444( 22 p/ an) | 16   | 22   | 78   |
| Agriculture         | 713( 35 p/an)  | 90   | 35   | 233  |
| Gestion             | 397(20 p/ an)  | 63   | 28   | 64   |
| Transports          | 197(10 p/an)   | 4    | 39   | 51   |
| Industrie           | 213(11 p/an)   | 51   | 55   | 144  |
| Total               | 2739(137p/an)  | 362  | 337  | 764  |

Source : Daniel M. Gaio (2008)

Tableau V

## L'Aide étrangère à l'enseignement supérieur au Brésil (1960-1965)

| Agence  | Année | Bénéficiaire      | Usages des Ressources | Donation (en \$ US) | Assistance technique (en \$ US) |
|---------|-------|-------------------|-----------------------|---------------------|---------------------------------|
| USAID   | 1960  | FGV               | Prép.<br>Economie     | 86.200              |                                 |
| F. Ford | 1960  | CBPF              | Reconstr.             |                     | 100.000                         |
| F. Ford | 1960  | FGV               |                       | 500.000             |                                 |
| UNESCO  | 1960  | FGV               |                       |                     | 140.000                         |
| F. Ford | 1961  | U Brasil          |                       | 665.000             |                                 |
| F. Ford | 1961  | PUC/Rio           |                       |                     | 190.000                         |
| F. Ford | 1961  | URGS              |                       |                     | 130.000                         |
| F. Ford | 1961  | U RURAL/MG        |                       | 75.000              |                                 |
| F. Ford | 1961  | USP               |                       |                     | 490.000                         |
| F. Ford | 1961  | ITA               |                       |                     | 160.000                         |
| USAID   | 1961  | ESP-SP            |                       | 445.000             |                                 |
| F. Ford | 1962  | U RURAL/MG        |                       | 75.000              |                                 |
| F. Ford | 1962  | FVG               |                       | 105.000             |                                 |
| F. Ford | 1962  | CNP               |                       | 225.000             |                                 |
| F. Ford | 1962  | USP               |                       | 9.000               |                                 |
| USAID   | 1963  | U Brasil          |                       | 137.000             |                                 |
| USAID   | 1963  | FGV               |                       | 30.500              |                                 |
| USAID   | 1963  | U RURAL/MG        |                       | 2.775.000           |                                 |
| USAID   | 1963  | U RURAL/MG        |                       | 1.223.500           |                                 |
| F. Ford | 1963  | U RGS             |                       | 1.135.565           |                                 |
| F. Ford | 1963  | CAPES             |                       | 1.130.000           |                                 |
| F. Ford | 1963  | Acad.<br>Sciences |                       | 100.000             |                                 |
| F. Ford | 1963  | UMG               |                       |                     | 510.000                         |
| F. Ford | 1963  | USP               |                       | 547.500             |                                 |
| F. Ford | 1963  | U Bahia           |                       | 132.400             |                                 |
| F. Ford | 1963  | U Bahia           |                       |                     | 388.500                         |
| F. Ford | 1963  | U Ceará           |                       | 130.000             |                                 |
| USAID   | 1964  | PUC/Rio           |                       | 58.000              |                                 |
| USAID   | 1964  | ITA               |                       | 1.542.550           |                                 |
| USAID   | 1964  | M. Marinha        |                       | 248.500             |                                 |
| BID     | 1964  | CAPES             |                       | 4.000.000           |                                 |
| F. Ford | 1964  | FGV               |                       | 168.000             |                                 |
| F. Ford | 1964  | U Ceará           |                       | 330.000             |                                 |
| F. Ford | 1964  | USP               |                       |                     | 117.000                         |
| F. Ford | 1964  | U<br>Pernambuco   |                       | 150.000             |                                 |
| USAID   | 1965  | U Brasil          |                       | 297.000             |                                 |

|         |      |       |         |
|---------|------|-------|---------|
| USAID   | 1965 | FGV   | 165.000 |
| USAID   | 1965 | MEC   | 438.000 |
| F. Ford | 1965 | USP   | 433.000 |
| F. Ford | 1965 | U RGS | 995.000 |
| F. Ford | 1965 | FGV   | 500.000 |

Source : Brasil – 1966:97-100

Cf. Daniel M., « A concepção de modernização na política de cooperação técnica entre o MEC e a USAID » dissertação de mestrado, Faculdade de Educação, UnB, 2008:88-90.

### **Experts internationaux et nouvelles conceptions de la recherche et de l'enseignement**

La Commission présidée par Olivier Carmichael fait référence dans son rapport aux grèves fréquentes chez les étudiants universitaires qui nuiraient au bon déroulement des activités pédagogiques et des recherches. Le mouvement étudiant a constitué sans doute une composante centrale de la montée des forces politiques situées à gauche de l'espace politique. Face à ce nouveau front, le regroupement des réseaux de militaires de haut rang, liés à d'autres forces conservatrices, s'est produit autour de l'idée de déclencher un coup d'Etat militaire permettant de barrer la route aux adversaires. Ce regroupement des forces de la droite a pris la forme d'un réseau souple, financé par des capitaux nord-américains et qui bénéficiait du soutien de l'Ambassade nord-américaine à Rio de Janeiro (Dreyfuss, 1981).

Il n'est donc pas étonnant que les commissions d'experts nord-américains arrivées après 1964 n'aient pas bénéficié du même accueil que celle de 1960. Les experts ont dû faire leur travail sans le contact direct avec les autorités universitaires ou savants reconnus ; l'un de ces experts, Rudolph Atcon, a consigné son expérience malheureuse lors de la publication du plan de reformulation universitaire demandé par le Ministère de l'Education Nationale (Atcon, 1966 :71). Ce document et les changements prônés par les accords MEC-USAID ont constitué la cible préférée du mouvement étudiant, perçus comme le symbole par excellence de la dépossession des universitaires de leur destin. Le paradigme scientifique nord-américain devient moins fascinant et le soupçon d'être un vecteur de la domination des « hearts and minds » des pays d'Amérique Latine gagne du terrain.

Atcon avait participé de réformes universitaires dans plusieurs pays latino – américains ; au Brésil, il avait collaboré à la structuration de la CAPES en 1955. A la suite de cette expérience,



il considérait risqué la création de formations doctorales dans une université centralisée, sans autonomie financière ni de gestion, fondée sur des facultés de formation professionnelle isolées les unes des autres, sans planification de résultats scientifiques susceptibles de répondre aux demandes des entreprises et de l'Etat, avec des enseignants marqués par la mentalité de fonctionnaires publics. Il proposait plutôt la création d'un conseil des recteurs des universités publiques capable d'affronter ces défis et d'implanter les modalités de gestion du monde des affaires dans l'espace universitaire ; seulement le fonctionnement de ce conseil rendrait viable l'implantation des programmes de post – grade.

Dans ce contexte, on peut mieux comprendre que l'institutionnalisation légale du troisième cycle, ou des programmes ayant le « graduate system » pour modèle, s'appuie surtout sur le rapport présenté par un cadre administratif de la gestion de l'enseignement supérieur au Brésil – Newton Sucupira – et membre du Conseil Fédéral de l'Education. Ce Conseil était responsable de prendre les dispositions pour faire appliquer la loi d'orientation de l'éducation nationale de 1961. L'option pour le modèle nord-américain est nette :

*« Mais le développement systématique du post-grade (pós-graduação) aux Etats-Unis peut être considéré comme fruit de l'influence germanique et coïncide avec les transformations de l'université nord-américaine dans les trois dernières décennies du 19<sup>e</sup> siècle. C'est quand l'université n'est plus exclusivement une institution d'enseignement et de formation de professionnels pour se consacrer aux activités de recherche scientifique et technologique. A vrai dire, le post-grade acquiert sa grande impulsion avec la fondation de l'université John Hopkins en 1876, créée spécialement pour développer des études de post-grade et inspirée par l'idée de creative scholarship (en anglais dans l'original). C'est-à-dire, une université destinée pas seulement à la transmission du savoir constitué, mais tournée vers l'élaboration de nouvelles connaissances grâce à l'activité de recherche créative » (Sucupira, 1968, p. 163).*

Au Brésil, se plaignait le rapporteur, « les cours de post-grade, fonctionnant d'une façon continue, n'existent presque pas » ce qui entraîne que « la formation avancée de nos scientifiques et spécialistes doit être réalisé dans les universités étrangères (...) D'où l'urgence de promouvoir l'implantation systématique des cours de post-grade pour que nous puissions former nos propres scientifiques et technologues, notamment ayant en vue que l'expansion

*de l'industrie brésilienne a besoin d'un nombre croissant de professionnels créatifs, capables de développer de nouvelles techniques et de nouveaux procédés [de production], leur formation ne peut pas se limiter simplement à la licence » (Sucupira, 1968,p. 165).*

Comme on peut observer dans d'autres écrits d'économistes liés à la haute administration, l'essor industriel était bloqué par la nécessité d'importer des savoirs faire et des techniques ; l'enseignement courant ne formait pas des cadres capables d'apporter des solutions créatives aux défis posés par la croissance. La recommandation d'accorder la priorité aux enseignements tournés vers l'essor des PhD s'inscrit dans le fil rouge du rapport Vannevar Bush de 1945, considérant que seul l'essor de la recherche fondamentale permettrait aux Etats modernes d'assurer leurs objectifs nationaux, postulant que la connaissance engendrée débouche nécessairement dans l'innovation technologique (R. Dias et R. Dagnino). Comme le rapport Sucupira reproduisait également l'argumentaire courant utilisé par des savants proches des cercles nationalistes d'avant 1964 (cf. Ferrari, 2001), il semble avoir réussi à dégager un certain consensus sur la pertinence de concentrer les soutiens à la création des doctorats tournés vers la recherche de pointe (Bomeny, 2001). De toute façon, le modèle prôné à cette occasion n'est devenu loi qu'à la veille du durcissement du régime militaire en 1968, inscrit dans la réforme universitaire postulant le caractère indissociable de la recherche et de l'enseignement de haut niveau.

Etant donné que le manque d'enseignants – chercheurs habilités à mener des recherches de haut niveau, et le manque d'appui politique aux initiatives des universitaires, l'essor des nouveaux projets scientifiques et technologiques a été pris en charge par une agence de financement fédérale entre 1970 et 1976 , la FINEP (Financement d'études et projets scientifiques et technologiques), sous la houlette du Ministère au Plan. Cette agence s'est responsabilisée pour le soutien aux programmes de troisième cycle et pour les projets de portée plus considérable comme la modernisation des Archives Nationales et la mise en place des fonds documentaires privées par le Centre de Recherche et Documentation en Histoire Contemporaine (CPDOC). La FINEP a remplacé la Fondation Ford comme agence de financement des nouvelles formations doctorales en sciences humaines et sociales et de projets de recherche plus ambitieux (Figueiredo, 1988), comme le premier ouvrage sur l'histoire sociale des sciences au Brésil (Schwartzman, 1979). Ce n'est qu'en 1974 que le

Conseil National de Post – Grade a été créé ; c’est à la fin du régime militaire que la CAPES, organisme du Ministère de l’Education, s’est vue attribuer le rôle d’instance suprême à l’égard de toutes les normes concernant les institutions de post – grade. Ainsi, au long des années 70, le soutien de la Ford et d’autres agences internationales a été remplacé par des agences brésiliennes et le principal ministère de tutelle des centres de recherche universitaire redevient le ministère de l’éducation nationale.

Condition nécessaire, le seul cadre légal n’est pas un facteur suffisamment puissant pour provoquer l’élan de la recherche associé au troisième cycle ; la mobilisation des moyens matériels nouveaux et le recrutement massif des enseignants-chercheurs et d’étudiants motivés sont des éléments essentiels de la genèse du troisième cycle. Si dès 1951, la CAPES et le CNPq accordaient des bourses pour que les doctorants brésiliens aillent parfaire leur formations auprès des grands établissements des Etats-Unis et de l’Europe, après 1964 ce soutien aux boursiers a été renforcé et la Banque Nationale du Développement Economique a créé un fonds destiné à la « *formation des maîtres et docteurs en sciences dans les domaines suivants : physique, chimie et ingénierie chimique, ingénierie métallurgique et électrique* » (Ferrari, 2001, p. 38). En effet, une politique volontariste de soutien à la recherche a stimulé l’action d’agences publiques spécialisées et a constitué l’autre face de la monnaie de l’implantation au Brésil des fondations privés, comme la Fondation Ford. L’octroi des bourses d’études aux candidats à des études doctorales internationales a profondément transformé les chances pour partir à l’étranger, diminuant le poids de la sélection basée uniquement sur le patrimoine économique de la famille d’origine, associé à son capital social et politique, renforçant les principes méritocratiques.

L’accès massif à des doctorats internationaux est une condition nécessaire mais pas suffisante pour provoquer de transformations décisives; sans l’expansion des débouchés professionnels à l’intérieur des frontières, ces migrations temporaires auraient de fortes chances de devenir définitives. La création des masters à la fin de 1960, vite suivis de programmes de doctorat, s’est accompagnée de la valorisation de la condition d’enseignant-chercheur, comme contrepartie de l’exigence de s’investir exclusivement dans les activités universitaires. Le nombre de postes s’est élargi, les conditions d’enseignement et de

recherche se sont améliorées ; des instituts de recherche rattachés aux entreprises nationalisées se sont implantés.

Il ne faut pas oublier que ces tendances concernent surtout l'expansion des universités publiques (fédérales ou des états fédérés) ; la très forte expansion des étudiants en licence a été le fait d'universités privées car elles comprennent plus de 60% des inscrits dans l'enseignement supérieur de 1980 à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. La privatisation de l'enseignement supérieur brésilien a suivi la voie privilégiée par les experts qui ont rédigé les « Accords MEC \_ USAID » en 1968 : ils prônaient le soutien de l'Etat aux investissements privés dans l'enseignement, mais considéraient que la gratuité de l'enseignement public était un sujet trop sensible, vue la tradition de l'Etat brésilien, pour être remis en question. Depuis les années 1980, on assiste à une division du travail éducatif et dans la recherche : cette dernière est fortement concentrée dans les universités publiques, notamment du sud-est et du sud, tandis que la licence reste concentrée aux mains des établissements privés. Récemment on observe une forte croissance de formations doctorales au sein des universités privées, car 20% des programmes en 2009 sont abrités par elles.

### **Entre la mondialisation par le haut et la démocratisation des chances**

La formation à la recherche s'est complètement transformée au Brésil avec la création des programmes de post-grade depuis les années 60 ; l'institutionnalisation de ce genre d'enseignement serait inconcevable sans l'action des agences publiques et privées de coopération internationale et sans prendre en compte tout ce que les projets de reformulation des structures universitaires doivent aux experts internationaux en mission au Brésil. Notamment dans les sciences humaines, nous avons signalé comment le profil actuel de la recherche est tributaire des dotations de la Fondation Ford aux années 60, tout comme des nouvelles modalités de financement à la recherche des agences brésiliennes au début des années 70. Les analyses précédentes soulignent tout ce que l'action des experts, comme celle des savants ou des économistes de la haute administration, doit aux transformations de l'espace politique. Il n'est donc pas étonnant de constater que certaines caractéristiques de réformes universitaires européennes des années 90, comme le système LMD ou la

transformation des facultés en départements et instituts, voire la remise en cause de la gratuité des études, étaient déjà présentes dans les débats brésiliens depuis les années 60, véhiculées surtout par les « experts en réforme universitaire ». La considération de ces débats dans les deux continents pourrait démontrer en outre comment les experts oeuvrent à la disqualification des universitaires comme sources de nouvelles voies pour l'organisation de la recherche et de la transmission des savoirs. Sans compter l'inscription de la recherche comme un élément subordonné à la logique des marchés.

Toutes ces démonstrations semblent s'inscrire dans un processus qu'A. C. Wagner a nommé de « mondialisation par le haut ». S'il a une portée considérable pour comprendre l'accès aux avancées de la connaissance scientifique, il faut encore s'interroger sur les retombées des acquis de la recherche sur la démocratisation de l'Etat et de la société brésiliens.

## BIBLIOGRAPHIE

ATCON, R - *Rumo à reformulação estrutural da universidade brasileira*, Rio de Janeiro, MEC, 1966.

BOMENY, H. M. – “A Reforma Universitária de 1968: 25 Anos Depois”, *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, v. 26, n. 26, 1994.

\_\_\_\_\_*Newton Sucupira e os rumos da educação superior*, Brasília, Paralelo 15/CAPES, 2001.

BRASIL. Conselho Federal de Educação, Parecer nº 977/65- *Definição dos cursos de pós-graduação*, Brasília/ DF, 1965.

CANEDO, L.- «Les boursiers de la Fondation Ford et la recomposition des sciences sociales brésiliennes » , *Cahiers de la recherche sur l`éducation et les savoirs*, hors –série nº 2, juin 2009.

DIAS, R. & DAGNINO, R.- “Políticas de Ciência e Tecnologia: Sessenta anos do Relatório Science the Endless Frontier”, *Avaliação* ,v. 11, n. 2, 2005.

FÁVERO, M.L.A.(org.)- *A Universidade do Brasil: guia dos dispositivos legais*, Rio de Janeiro: Editora UFRJ; Brasília: COMPED/MEC/INEP, 2000.

FERRARI, A.- *José Pelucio Ferreira e a pós-graduação no Brasil*, Brasília, Paralelo 15/CAPEAS, 2001.

FIGUEIREDO, M. – “O Financiamento das Ciências Sociais: a estratégia de fomento da Fundação Ford e da FINEP”, *BIB Revista Brasileira de Informação Bibliográfica em Ciências Sociais*, São Paulo, v. 26, 1988.

GAIO, D. M.- « A concepção de modernização na política de cooperação técnica entre o MEC e a USAID », dissertação de mestrado, Brasília, Faculdade de Educação, UnB, 2008.

GARCIA, A. – « Etudes Internationales et renouveau des modes de pensée et des institutions politiques. Le cas du Brésil », *Cahiers de la recherche sur l`éducation et les savoirs*, hors –série n° 2, juin 2009.

\_\_\_\_ et RIVRON, V., BOUVIER, P. – « Brésil : le siècle des grandes transformations », *Cahiers du Brésil Contemporain* n° 40, 2000.

GARCIA, S. – « L`expert et le profane : qui est juge de la qualité universitaire ? », *Genèses*, n° 70, mars 2008.

MICELI, S. (org.) – *A Fundação Ford no Brasil*, São Paulo, Sumaré/FAPESP, 1993.

OLIVEIRA, J.C. & CARDOSO, S. S. - “Fundo de Desenvolvimento Técnico-científico – Funtec”, *Revista do BNDE*, Rio, 1979.

SALMERON, R. - *A universidade interrompida: Brasília, 1964-1965*, Brasília, Editora UnB, 2008.

SCHWARTZMAN, S. – *Um espaço para a ciência – Formação da comunidade científica no Brasil*. Rio de Janeiro e São Paulo: Cia. Editora Nacional/Finep, 1979.

ROSTOW, W.W. *The stages of economic growth*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960.